

# Le mausolée de Franco, cet héritage empoisonné qui divise l'Espagne

24 août 2018 Par Laura Guien  
- Mediapart.fr



Une manifestation de nostalgiques de Franco, le 15 juillet, au « Valle de los Caídos ». © Reuters

Le gouvernement socialiste espagnol a approuvé vendredi le décret visant à exhumer la dépouille de Franco. Se pose désormais la question de l'avenir du *Valle de los Caídos*, le mausolée pharaonique où l'ancien dictateur est enterré. L'Espagne se déchire sur cette question.

« *Préparez-vous à travailler cet été* », avait lancé en *off* le dirigeant socialiste Pedro Sánchez au mois de juin, s'adressant à des journalistes travaillant sur la question de l'exhumation de Franco de son mausolée. Deux mois de plus auront néanmoins été nécessaires au chef du gouvernement socialiste pour blinder les premières formalités légales de cette délicate opération historique et politique, votée vendredi.

Mausolée pharaonique construit sur une idée du dictateur, le *Valle de los Caídos* (« Vallée de ceux qui sont tombés », en français) synthétise à lui seul toutes les douleurs infligées par la dictature franquiste à ses opposants. Érigé en partie à l'aide du travail forcé des prisonniers républicains de 1940 à 1958, l'immense site abrite sous sa croix de 130 mètres de haut les sépultures du général Franco

et de Primo de Rivera, fondateur du mouvement fasciste de la Phalange espagnole, ainsi que les corps de 33 383 victimes de la guerre civile, dont 12 410 républicains non identifiés inhumés sans consentement de leur famille.

L'incarnation d'une réconciliation au forceps imaginée par Franco – et une référence devenue largement gênante pour la démocratie espagnole, que définit de la sorte l'historien espagnol spécialiste de l'extrême droite Xavier Casals : « *Un héritage empoisonné du franquisme qui incarne la permanence de deux Espagne.* »



Une manifestation de nostalgiques de Franco, le 15 juillet, au « Valle de los Caídos ». © Reuters

Le décret de loi de Sánchez (PSOE) vise donc, dans un premier temps, à « simplement » exhumer la dépouille de Franco, sans garantir un travail de mise en perspective historique du site de Cuelgamuros, ni toucher à la tombe de Primo de Rivera. Parti pour une réforme de plus grande envergure, le gouvernement de Sánchez s'est vu dans un premier temps contraint de borner son action à une modification ponctuelle et calibrée de la loi de « mémoire historique » de 2007, afin d'éviter les litiges juridiques avec la famille de Franco, qui continue de s'opposer à l'exhumation.

Malgré les limites de cette mesure, le gouvernement socialiste s'attaque ici à l'une des références les plus complexes du franquisme.

Du côté des associations de familles des victimes du franquisme, aux avant-postes de la lutte pour la récupération de la mémoire en Espagne, l'heure est pour l'instant à la satisfaction autour de cette décision, qui sera sans doute

effective dans le courant de l'automne. « *Avec l'exhumation, c'est le bouchon des égouts qui va sauter* », résume Emilio Silva, membre fondateur de l'Association pour la récupération de la mémoire historique. Contacté par Mediapart, le fondateur de cette structure, parmi les plus actives de la sphère mémorialiste espagnole, préfère pour l'instant ne pas insister sur les manques de la solution socialiste : « *Sur le plan symbolique, que la démocratie espagnole ordonne à Franco de sortir de cette espèce de "Matrix de la dictature", et surtout, que le dictateur obéisse à cet ordre, c'est fondateur* », résume-t-il.

La mesure chirurgicale portée par Pedro Sánchez, bien que louable, laisse toutefois en suspens la question du futur du lieu, une fois Franco exhumé. Se cantonner à l'exhumation, aussi symbolique soit-elle, ferait perdre la plus belle occasion du gouvernement Sánchez de rattraper les manques de la loi socialiste de « mémoire historique », un outil juridique vide qui ne prévoit aucun recours ni aucune sanction pour faire avancer la cause des victimes du franquisme, notamment sur l'épineuse question de l'ouverture des fosses communes du franquisme et des enfants volés de la dictature, dont les associations de victimes estiment le nombre à près de 30 000 personnes non identifiées.

Francisco Ferrándiz, anthropologue au Conseil supérieur d'investigations scientifiques, a fait partie du comité de rédaction du [rapport sur le futur du mausolée franquiste](#), soumis en 2011 au précédent gouvernement socialiste de José Luis Zapatero.

« *Je ne crois pas que le PSOE puisse faire autre chose aujourd'hui, à part sortir Franco du Valle. Pour l'instant, il s'agit d'une mise en vitrine des mesures qu'ils pourront mettre en route après les futures élections* », analyse le spécialiste en anthropologie du corps, de la violence et de la mémoire sociale.

En juin dernier, le gouvernement Sánchez s'était déjà prononcé en faveur de la construction d'un espace de « *réconciliation et de mémoire* » par la voix de son porte-parole Óscar Puente. Mais si le chantier de l'exhumation a donné du fil à retordre au gouvernement socialiste, celui de sa possible redéfinition du site s'avère encore plus complexe. Franco n'est pas encore sorti de l'enceinte que les dissensions se font déjà sentir, y compris du côté des défenseurs d'une politique de récupération de la mémoire historique.





La tombe de Franco. © Reuters

*« Convertir le lieu en espace de réconciliation est impossible. Il incarne et pétrifie ce qui fut une dictature fasciste en Europe. Il est absolument exclu que les victimes du franquisme aient la moindre connexion émotionnelle avec le monument », analyse Francisco Ferrándiz. Le militant mémoriel Emilio Silva va plus loin : « La réconciliation est une très belle parole, mais elle a malheureusement été vidée de son sens en Espagne. »*

Un phénomène que décrypte la chercheuse en sciences politiques et sociologie Paloma Aguilar dans son dernier ouvrage sur les mythes et idéalizations de la transition espagnole, co-écrit avec Leigh A. Payne, *El resurgir del pasado en España* (« La résurgence du passé en Espagne »). Comme le synthétise cette spécialiste de la mémoire historique [dans une interview accordée au site InfoLibre](#), « ce qu'on a appelé "politique de réconciliation nationale" a en fait reposé sur une grande asymétrie entre les héritiers des vainqueurs et les vaincus ».

Fait remarquable, ce discours de la réconciliation, auquel les socialistes du PSOE semblent dans une moindre mesure vouloir souscrire, est en passe de se hisser comme l'élément de langage de prédilection des partis peu enclins à toucher aux question mémorielles.

Pablo Casado, successeur de Mariano Rajoy à la tête du parti populaire (droite), et dont le groupe a [déclaré vouloir poser un recours contre la mesure de](#)

[Sánchez](#) devant le tribunal constitutionnel, a ainsi commenté vertement l'exhumation : « *Nous ne leur permettons pas de défaire la meilleure histoire de l'Espagne, la réconciliation de la transition.* »

Allusion également à la concorde du côté de Ciudadanos (centre droit), qui avait approuvé l'exhumation de Franco en 2017 au travers d'une mesure de loi non contraignante portée par les socialistes. « *Si cela avait été un projet pour le Valle comme monument de la réconciliation comprenant l'exhumation, nous aurions voté en faveur* », a déclaré Albert Rivera pour justifier l'abstention de son groupe lors du vote de vendredi. Le leader de Ciudadanos a récemment déclaré vouloir voir le Valle converti en un « *cimetière national comme celui d'Arlington* ». Une référence au cimetière américain abritant les soldats d'anciens combattants de toutes les guerres américaines, auparavant évoqué par Jorge Fernández Díaz, l'ultra conservateur ex-ministre de l'intérieur du gouvernement de Mariano Rajoy. « *En ce sens, Rivera se rapproche de la frange la plus dure de la droite* », remarque l'anthropologue Francisco Ferrándiz.

Au-delà du débat sur le futur du lieu, l'inégalable potentiel symbolique du mausolée franquiste ne risquerait-il pas de faire détourner l'attention d'autres causes mémorielles ?

« *Je ne pense pas que l'exhumation de Franco soit un écran de fumée. D'une certaine manière, le gouvernement de Pedro Sánchez a commencé avec la pointe de l'iceberg de la mémoire historique du franquisme* », estime Juan-Miguel Baquero, journaliste à *El Diario* et spécialiste des questions de mémoire historique. Le sentiment est globalement partagé du côté des associations de victimes. « *C'est le début de quelque chose, un point d'inflexion* », synthétise Emilio Silva, pour qui le futur du mausolée devra impérativement s'inscrire dans un cadre pédagogique et didactique. « *Il faut en faire un musée qui raconte sa propre histoire, qui revienne sur la dureté de la répression, la mégalomanie de Franco, ses liens avec l'Église.* »

Le rapport soumis aux socialistes en 2011 préconise quant à lui de requalifier les lieux via l'organisation d'un concours international donnant lieu à « *un débat social profond et mature dans lequel atteindre le plus grand consensus possible* ». Parmi les pistes évoquées, la transformation en espace de méditation, ou encore la création d'œuvres et de performances artistiques permettant de redéfinir éthiquement le mausolée franquiste.

[[lire\_aussi]]D'autres solutions plus originales sont également évoquées en marge du rapport, tel que ce projet, régulièrement qualifié de « *justice poétique* », consistant à laisser le site à l'abandon et conduire ainsi à la paradoxale dégradation d'un édifice érigé pour perpétuer l'éternité du fascisme. Ou encore celle de requalifier le Valle en un « *cyber-lieu* » de mémoire dans laquelle la croix coiffant le mausolée deviendrait une gigantesque antenne *wifi* permettant aux visiteurs de capter et envoyer images et contenus. « *Ce serait l'occasion de transformer peu à peu le lieu avec la participation de la citoyenneté, et de remplacer un discours monolithique, non pas par un discours alternatif, mais bien par une multitude de points de vue* », explique Francisco Ferrándiz.

Autant de pistes qui pourraient bien retourner l'avertissement au travail que lançait Sánchez au début de l'été à la presse vers son propre gouvernement. Il faudra sans doute plus que quelques semaines cette fois-ci pour permettre de faire émerger une politique de mémoire à la hauteur des enjeux.

## Prolonger

## Boite Noire

Journaliste indépendante, Laura Guien est basée à Barcelone. Elle est notamment auteure de l'enquête « Les démons du franquisme. L'Espagne aux prises avec le négationnisme », publiée [dans le neuvième numéro](#) de *La Revue du Crieur* (février 2018).

**URL source:** <https://www.mediapart.fr/journal/international/240818/le-mausolee-de-franco-cet-heritage-empoisonne-qui-divise-l-espagne>